



## **ASIE/PHILIPPINES - Constitution d'un « conseil interreligieux islamo-chrétien » dans la patrie d'Abu Sayyaf**

Jolo (Agence Fides) – Après un an de travail préparatoire, le conseil interreligieux des responsables des Sulu (Interfaith Council of Leaders-Sulu), la petite couronne d'îles situées dans le sud des Philippines, connue pour être la patrie et la base du groupe terroriste Abu Sayyaf, a été officiellement constitué. C'est ce que communique à Fides le Centre pour le dialogue islamo-chrétien Silsilah basé à Zamboanga city (Mindanao), promoteur de ce nouveau conseil. Le Centre exprime par ailleurs sa satisfaction pour ce qu'il qualifie de « début de quelque chose de grand ».

Ainsi que l'explique la note parvenue à Fides, le nouvel organisme, qui comprend des responsables chrétiens et musulmans locaux, a pour mission de « promouvoir une meilleure compréhension dans les relations entre chrétiens et musulmans au sein de cette province » et s'engagera « pour le bien de la communauté ». L'expérience d'un conseil interreligieux local avait déjà été faite à Mindanao puis sur l'île de Basila avec de bons résultats en termes d'harmonie sociale et religieuse. Dans la déclaration d'intention initiale du conseil, envoyée à Fides, les responsables affirment : « Nous, membres du conseil interreligieux des Sulu, guidés par le Tout-Puissant, mus par l'esprit de dialogue et de paix, nous inspirant au mouvement pour le dialogue Silsilah, qui promeut notamment les valeurs de respect, de confiance, de compréhension et d'ouverture, nous engageons à renforcer notre foi en tant que musulmans et que chrétiens, et à travailler ensemble contre la violence, la corruption et les injustices au sein de notre communauté ainsi qu'à agir en tant que forum qui aidera à clarifier les questions concernant la paix, l'ordre, le développement et l'environnement, à préserver notre fonction de groupe qui promeut la culture du dialogue, chemin vers la paix, en servant notre communauté en qualité de médiateurs entre les citoyens et l'Etat ou d'autres organismes à propos de questions politiques, économiques et sociales ». (PA) (Agence Fides 28/08/2013)